

Agriculture (5/5) Printemps pourri, récoltes compromises ? Dernier volet de notre série sur l'impact de la météo sur les productions locales

L'épi de Damoclès

Besançon. La comparaison est saisissante et évocatrice de la situation désastreuse rencontrée par la majorité des producteurs de céréales franc-comtoises.

Clément Tisserand, le président de Terre comtoise, la résume en une phrase : « Ce que subissent les céréaliers aujourd'hui, c'est comme si un producteur de lait standard était rémunéré 150 € les mille litres et un producteur de lait à conté 250 € les mille litres ! » Soit la moitié de la cote actuelle. Impensable.

Une conjoncture évidemment très défavorable, qui noircit l'horizon des céréaliers et fait peser sur leur exploitation le risque d'une cessation de paiement.

« Tout le monde s'attendait pourtant à une super-année »

Les producteurs de céréales doivent trouver du blé ! Qu'ils ne peuvent pour l'heure moissonner que dans les banques. À crédit, s'entend. « Au-delà de l'aspect économique, il s'agit de déterminer comment l'ex-

ploitation est exposée financièrement », explique Frédéric Moine, le directeur général de la coopérative Terre comtoise, qui pèse quelque 5 000 adhérents sur la région et collecte chaque année environ 200 000 tonnes de céréales. « Comment va-t-elle pouvoir gérer sa dette ? Comment recommencer une nouvelle campagne en ayant une trésorerie dégradée ? » Une négociation individuelle avec les organismes bancaires pourrait déboucher sur le report des traites. Une sorte d'année blanche. Le conseil d'administration de Terre comtoise vient très récemment de délibérer en faveur d'une facilitation de l'avance sur moisson en prenant en charge les intérêts qui naîtront de la contraction d'un emprunt pour financer la nouvelle campagne. « Un crédit à taux zéro en quelque sorte », synthétise Clément Tisserand. « Des années comme celles-là, l'agriculture ne pourra pas en supporter d'autres. » Un effort financier de l'ordre de 100 kilos euros pour la coop.



■ 35 quintaux à l'hectare en 2016 contre 65 à 75 en temps normal.

Photo d'archives ER

« Les agriculteurs sont assommés. On doit leur donner une perspective. »

Les greniers sont à peu près aussi vides que les comptes bancaires des exploitations. À cause de rendements qui représentent moins de la moitié d'une production habituelle. « On tombe d'autant plus haut »,

complète le président « que tout le monde s'attendait pourtant, début juin, à une super-année car les plantes étaient magnifiques. » L'excès de pluie et le manque cruel de luminosité ont anéanti tous ces espoirs. « La pompe qui devait apporter les nutriments au feuillage n'a pas fonctionné,

ça se produit très rarement sous nos latitudes », fait remarquer Frédéric Moine. « Habituellement, 100 % de la récolte est commercialisée en blé panifiable. Là, 80 % partiront pour l'alimentation du bétail. »

Des quantités largement réduites, une qualité très perfectible, des cours du blé en apnée, l'absence de réserves financières pour affronter cette année catastrophique... la profession est en état de crise. Le gouvernement doit s'emparer prochainement du dossier. Il faut, par ailleurs, compenser les huit millions de tonnes de blé non récoltées dans l'Hexagone. « Pour la Franche-Comté, c'est un manque à gagner de 8 M€. Et nous sommes une petite région. Imaginez les conséquences dans les grandes plaines céréalières du bassin parisien. On peut imaginer qu'il va manquer 100 M€ à la ferme française cette année », pointe le directeur de Terre comtoise. « C'est toute une économie rurale qui va être impactée. »

Éric BARBIER